

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 22 JANVIER 1929

Rapport de la Commission de la Justice, chargée de l'examen du Projet de Loi modifiant la loi du 30 mai 1924 portant création du « registre du commerce ».
(Texte amendé par la Chambre des Représentants.)

(Voir les n^{os} 85, 134, 144, 152, 158 (session de 1927-1928), 44 (session de 1928-1929) et les Annales parlementaires du Sénat, séances des 20, 26 juin et 10 juillet 1928; les n^{os} 268, 291 (session de 1927-1928) et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séances des 5 septembre, 20 et 21 décembre 1928.)

Présents : MM. BRAUN; président-rapporteur; DE CLERCQ, DE LEY, DE PIERPONT SURMONT DE VOLSBERGHE, DISIÈRE, DU BOST, LECLERQ, LIGY et VAN FLETEREN.

MADAME, MESSIEURS,

Le projet de loi modifiant la loi du 30 mai 1924 portant création du Registre du commerce, voté par le Sénat le 10 juillet 1928, lui revient aujourd'hui amendé par la Chambre des Représentants :

1^o En ce que l'article 14, conférant au Roi, pendant deux années, la faculté de proroger la durée des mandats en cours des magistrats consulaires, n'y figure plus; il en a été détaché et a fait l'objet d'un projet de loi spécial voté par la Chambre le 6 septembre 1928 et par le Sénat le 12 du même mois ;

2^o En ce que, dans l'article final du projet, le chiffre 9 a remplacé le chiffre 7. Le premier de ces amendements est la suite naturelle de la disjonction opérée; le second a pour objet de réparer une simple erreur matérielle.

En dehors de ces deux amendements, la Commission de la Justice et de la Législation civile et criminelle de la Chambre des Représentants en avait suggéré trois autres dont on se rendra compte en confrontant les textes ci-dessous :

Texte du Projet de Loi (article 12).

Sera non recevable, lorsqu'elle trouve sa cause dans un acte de commerce, toute action principale, reconventionnelle ou en intervention intentée par un commerçant ou par une société de commerce qui, ayant en Belgique un établissement, une succursale ou une agence quelconque, n'a pas requis son immatriculation au Registre du commerce. La non-recevabilité sera déclarée par le tribunal, encore que le moyen n'ait pas été opposé; la fin de non-recevoir pourra être couverte par l'immatriculation opérée, même en cours d'instance.

Texte proposé par la Commission de la Justice de la Chambre.

Sera non recevable, lorsqu'elle trouve sa cause dans un acte de commerce, toute action intentée par un commerçant ou par une société de commerce qui, ayant en Belgique un établissement, une succursale ou une agence quelconque, n'a pas requis son immatriculation au registre du commerce.

La fin de non-recevoir pourra être couverte par l'immatriculation en tout état de cause.

On voit d'abord que, si la Commission de la Justice de la Chambre consentait à déclarer non-recevable toute action *principale* intentée par un commerçant ou par une société non immatriculée, elle refusait d'appliquer la même sanction à l'action reconventionnelle ou en intervention. « Il y aurait quelque chose de passablement ridicule (!), disait-elle, à admettre qu'une société ou un particulier assigné par un tiers, qui lui reconnaît donc, par ce fait, la qualité de commerçant, ne puisse pas, dans la même instance, élever contre le demandeur, qui l'assigne, une demande reconventionnelle. » Mais la question n'est pas de savoir si le défendeur possède ou non la qualité de commerçant, mais s'il s'est mis en règle avec la loi qui lui fait une obligation de se faire immatriculer. A quel titre le défendeur échapperait-il à la règle commune ? N'y aurait-il pas quelque chose de passablement... contradictoire à frapper le premier et à disculper le second ? L'un et l'autre méritent d'encourir la même sanction, dans l'intérêt d'une bonne justice et dans le but d'assurer à la loi tout son rendement.

Aussi l'amendement fut-il abandonné.

Deuxièmement, la Commission de la Justice de la Chambre proposait d'amputer l'avant-dernier membre de phrase de l'article 12 et justifiait son amendement en ces termes :

« La Commission de la Justice n'a pu admettre la disposition en vertu de laquelle la non-recevabilité doit être déclarée d'office par le tribunal, même si le moyen n'a pas été opposé par la partie défenderesse. Dans l'exposé des motifs, il était dit expressément que l'article 12 était emprunté à l'article 11 de la loi sur les sociétés... Or, l'article 12 dit tout autre chose que l'article 11 de la loi sur les sociétés. Il innove : 1^o il fait au tribunal l'obligation de prononcer d'office la non-recevabilité ; 2^o il permet de l'opposer en tout état de cause... Lors que

l'honorable M. Braun invoque la disposition de l'article 11 de la loi sur les sociétés, il devrait logiquement s'en tenir aux sanctions de cet article. Or, il est bien certain que : 1^o le juge n'a pas le droit d'opposer d'office la non-recevabilité ; 2^o celle-ci doit être proposée *in limine litis*... Si c'est le système de la loi sur les sociétés que l'on entend appliquer, il faut le prendre tel qu'il est. »

Sans doute, la fin de non-recevoir établie par l'article 11 de la loi sur les sociétés ne peut être opposée d'office par les tribunaux ; elle n'intéresse pas l'ordre public ; elle est couverte par la défense au fond. Cela est de doctrine et de jurisprudence constante. Mais est-il vrai que, pour s'être inspiré du système de la loi sur les sociétés, le législateur soit tenu de le prendre *tel qu'il est* ? Ne lui est-il pas loisible, quand il s'agit de sanctionner l'obligation des commerçants de se faire immatriculer dans le registre du commerce, de donner au système plus d'élasticité et d'en régler le jeu par des modalités appropriées à la matière ? Les sanctions prévues par la loi sur le Registre du commerce ne peuvent-elles pas cadrer avec celles prévues par la loi sur les sociétés sans être identiques ? A la condition, cela va de soi, que les analogies et les dissemblances soient assez nettement marquées pour ne prêter à aucune confusion. Or, le texte de l'article 12, est assez clair ; s'il subsistait un doute, l'exposé des motifs qui l'accompagne achèverait de le dissiper.

« Les commerçants, dit-il, qui ne se seront pas conformés à la loi ne seront pas déchus de leurs droits, l'exercice de ces droits ne sera que momentanément suspendu ; il suffira pour que l'accès du prétoire leur soit rendu qu'ils se conforment aux prescriptions d'une loi d'une observation peu compliquée et peu coûteuse. »

Pourquoi l'article 12 du projet de loi s'est-il écarté en quelques points de l'article 11 de la loi sur les sociétés ? Pour

renforcer les sanctions et se rapprocher des législations étrangères, entre autres des lois françaises des 18 mars 1819, 1^{er} juin 1923, 17 mars 1924, qui ont incontestablement le caractère de lois d'ordre public, car elles commencent des sanctions d'ordre pénal. C'est ce même caractère que les auteurs du projet ont voulu lui conférer en défendant aux juges des tribunaux de commerce de procéder au visa des livres des commerçants tant que ceux-ci ne sont pas immatriculés au Registre du commerce, en refusant aux commerçants réfractaires le droit de prendre part au vote pour les élections consulaires, et, plus explicitement encore, en disposant que la non-recevabilité sera déclarée par le tribunal et en lui en faisant une obligation formelle.

Enfin, troisièmement, la Commission de la Chambre propose de dire que : « la non-recevabilité sera couverte (c'est-à-dire repoussée victorieusement) par l'immatriculation *en tout état de cause*. »

L'article 12 dit la même chose, en d'autres termes : « *même en cours d'instance* ».

La Commission a même soin d'ajouter que : « ces mots ont pour but de marquer que la fin de non-recevoir peut être couverte même devant la Cour d'appel et la Cour de cassation ».

Mais si l'on comprend, dans le système du projet de loi, que la fin de non-recevoir puisse être couverte par l'immatriculation opérée à n'importe quel

moment, au cours de la procédure, il est permis de se demander à quoi rime la même faculté dans le système de la Commission de la Justice de la Chambre, puisque, d'après elle, la fin de non-recevoir doit être opposée *in limine litis* ! Pourquoi prévoir qu'elle puisse être couverte devant la Cour d'appel et la Cour de cassation, c'est-à-dire dans un moment où elle ne peut plus être opposée ?

Les réflexions qui précèdent auront fini par s'imposer à l'esprit judicieux de l'honorable M. Sinzot, rapporteur de la Commission de la Justice de la Chambre. Hostile d'abord à la rédaction de l'article 12 tel qu'il avait été voté par le Sénat, il est revenu, disent les *Annales parlementaires*, à la suite d'une conversation avec l'honorable Ministre de la Justice, sur l'opinion première, qui trouvait son expression dans son rapport. Ce revirement, joint aux explications fournies par l'honorable Ministre de la Justice à la séance du 20 décembre dernier, n'aura pas manqué de convaincre la Chambre, qui a adopté à l'unanimité, sans autres observations, l'ensemble du projet tel qu'il lui était soumis.

En l'adoptant à son tour, le Sénat consacrerait définitivement le nouveau régime qui est appelé à assurer sa pleine efficacité à l'établissement dans notre pays du Registre du commerce.

Le Président-Rapporteur,
ALEXANDRE BRAUN.

(ANNEXE)

Registre du Commerce.**Loi du 30 mai 1924, avec les modifications
proposées (1).****ARTICLE PREMIER.**

Il est tenu au greffe de chaque tribunal de commerce ou du tribunal civil exerçant la juridiction commerciale, un « Registre du Commerce ».

Dans ce registre sont immatriculés tous les commerçants, particuliers ou sociétés, qu'ils soient Belges ou étrangers, dès qu'ils ont en Belgique un établissement, une succursale ou une agence quelconque. Y sont portées toutes les mentions dont la déclaration est prescrite par la loi.

L'immatriculation doit être requise dans les deux mois de l'ouverture des établissements, succursales ou agences.

ART. 1bis.

Sera non recevable, lorsqu'elle trouve sa cause dans un acte de commerce, toute action principale, reconventionnelle ou en intervention intentée par un commerçant ou par une société de commerce qui, ayant en Belgique un établissement, une succursale ou une agence quelconque, n'a pas requis son immatriculation au registre du commerce. La non-recevabilité sera déclarée par le tribunal, encore que le moyen n'ait pas été opposé: la fin de non-recevoir pourra être couverte par l'immatriculation opérée, même en cours d'instance.

(1) Les modifications proposées sont imprimées en caractères italiques.

(BIJLAGE)

Handelsregister.**Wet van 30 Mei 1924 met de voorgestelde
wijzigingen (1).****EERSTE ARTIKEL.**

Ter griffie van elke rechtbank van koophandel of van elke burgerlijke rechtbank met rechtsmacht in handelszaken wordt een « Handelsregister » gehouden.

In dit register wordt ieder Belgische of buitenlandsche koopman, persoon of vennootschap, ingeschreven, zoodra hij in België eene handelszaak, een filiaal of welkdanig bijkantoor heeft. Daarin worden opgenomen al de gegevens waarvan de opgave bij de wet is voorgeschreven.

De inschrijving in het handelsregister moet verzocht worden binnen twee maanden na de opening der handelszaken, filialen of bijkantoren.

ART. 1bis.

Is niet ontvankelijk wanneer hij zijn grond vindt in een handelsverrichting, om het even welke hoofdeisch, eisch in reconventie of in tusschenkomst, ingesteld door een koopman of door een handelsvennootschap, die in België een zaak, een filiaal of welkdanig bijkantoor heeft, en die de inschrijving in het handelsregister niet verzocht heeft. De niet-ontvankelijkheid wordt door den rechter uitgesproken, ook al werd het middel niet tegengeworpen, de grond van niet-ontvankelijkheid kan weggenomen worden door de inschrijving zelfs hangende het geding.

(1) De voorgestelde wijzigingen zijn in italiek gedrukt

ART. 2.

Pour requérir son immatriculation au registre du commerce, le commerçant doit déposer, *soit en personne, soit par mandataire*, au greffe du tribunal dans le ressort duquel est situé son établissement, une déclaration en double exemplaire, datée et signée, indiquant :

- 1° Ses nom, prénoms et domicile;
- 2° Le lieu et la date de sa naissance;
- 3° Sa nationalité d'origine et, le cas échéant, la nationalité qu'il a acquise;
- 4° L'appellation sous laquelle il exerce le commerce et la date à laquelle il a commencé ses opérations commerciales en Belgique;
- 5° La nature de son industrie ou de son commerce;
- 6° L'adresse de son établissement principal, et éventuellement, de ses succursales ou agences en Belgique et à l'étranger;
- 7° Son régime matrimonial;
- 8° La date de l'autorisation de faire le commerce, s'il s'agit d'une femme mariée ou d'un mineur.

ART. 3.

L'immatriculation des sociétés de commerce doit être requise par les personnes chargées de leur administration ou de leur gestion. Les requérants déposent, *soit en personne, soit par mandataire*, au greffe du tribunal dans le ressort duquel est situé l'établissement de la société, une déclaration en double exemplaire datée et signée d'eux et mentionnant :

- 1° Les nom et prénoms, date et lieu

ART. 2.

De koopman die verzoekt in het handelsregister ingeschreven te worden, behoort daartoe, *hetzij persoonlijk, hetzij door een gevolmachtigde*, op de griffie der rechtbank in welker gebied zijne zaak is gevestigd, over te leggen eene in duplo opgemaakte, van datum en handteekening voorziene opgave met de volgende vermeldingen :

- 1° Zijn naam, voornamen en woonplaats;
- 2° De plaats en de dagteekening zijner geboorte;
- 3° Zijne nationaliteit van herkomst en, eventueel, de door hem verkregen nationaliteit;
- 4° De handelsnaam, waaronder hij zijne zaak drijft en de datum waarop hij zijne handelszaken in België begonnen is;
- 5° De aard van zijn bedrijf of van zijn handel;
- 6° Het adres waar de hoofdzaak en, eventueel, zijne filialen of bijkantoren in België en in het buitenland gevestigd zijn;
- 7° De huwelijksche voorwaarden;
- 8° De dagteekening van de machtiging om handel te drijven, indien het eene gehuwde vrouw of een minderjarige geldt.

ART. 3.

De inschrijving van de handelsvennootschappen moet worden verzocht door de met het bestuur of beheer van voorzeide vennootschappen belaste personen. De verzoekers deponeeren, *hetzij persoonlijk, hetzij door een gevolmachtigde*, ter griffie van de rechtbank in welker gebied de handelszaak van de vennootschap gevestigd is, eene in duplo opgemaakte door hen gedateerde en ondertekende opgave met de volgende vermeldingen :

- 1° De naam, voornamen, de plaats en

de naissance, nationalité d'origine et, éventuellement, nationalité acquise :

a) *De l'administrateur, directeur ou gérant, chargé de la gestion journalière des sociétés anonymes, des sociétés en commandite par actions, des sociétés coopératives et des unions du crédit;*

b) Des associés en nom collectif et des associés commandités;

2° La raison sociale ou la dénomination de la société, son siège et la date à laquelle a commencé ses opérations en Belgique;

3° L'objet de la société;

4° L'adresse de l'établissement principal et des succursales ou agences en Belgique et à l'étranger;

5° Les nom et prénoms des personnes autorisées à administrer, gérer ou signer pour la société, avec l'indication de la date et du lieu de leur naissance ainsi que de leur nationalité d'origine et, s'il y a lieu, de la nationalité qu'elles ont acquise;

6° La date et le numéro du *Moniteur belge* dans les annexes duquel les actes intéressant la société ont été publiés.

ART. 4.

Sont aussi mentionnés au registre dans le mois de leur date, et à la suite de l'immatriculation, à la diligence du référendaire ou greffier du tribunal, ou de la Cour, qui les ont rendus :

1° Les jugements et arrêts portant l'interdiction ou la mise sous conseil judiciaire du commerçant, ou prononçant la mainlevée de ces mesures;

dagteekening der geboorte, de nationaliteit van herkomst en, eventueel, de verkregen nationaliteit :

a) *Van den beheerder, bestuurder of zaakvoerder belast met het dagelijksch beheer van de naamloze vennootschappen, de commanditaire vennootschappen op aandelen, de cooperatieve vereenigingen en de crediet-vereenigingen.*

b) Van de vennoten onder gemeenschappelijken naam en van de vennoten bij wijze van geldschieting;

2° De handelsnaam of de benaming van de vennootschap, de plaats van vestiging en het tijdstip waarop zij hare handelsverrichtingen in België aangevangen heeft;

3° Het doel waarvoor de vennootschap opgericht is;

4° Het adres waar de hoofdzaak benevens de filialen of bijkantoren in België of in het buitenland gevestigd zijn;

5° De namen en voornamen van de personen die gemachtigd zijn namens de vennootschap te besturen, te beheeren of te teekenen, met opgave van dag en plaats hunner geboorte, alsook van hunne nationaliteit van herkomst en, eventueel, van de door hen verkregen nationaliteit;

6° De dagteekening en het nummer van het *Staatsblad* in welks bijlagen de op de vennootschap betrekking hebbende akten werden openbaar gemaakt.

ART. 4.

Ten verzoeken van den referendaris of van den griffier van de rechtbank of het Hof, waardoor de vonnissen of arresten gewezen zijn, worden eveneens binnen eene maand na dezer dagteekening, en achter aan de inschrijving, vermeld :

1° Het vonnis of het arrest waarbij de koopman onder curatele wordt gesteld, voor hem een gerechtelijke raadsman wordt benoemd of opheffing dezer maatregelen wordt uitgesproken;

2° Les jugements ou arrêts prononçant le divorce, la séparation de corps et de biens ou la séparation de biens du commerçant;

3° Les jugements ou arrêts déclaratifs de faillite, d'homologation, d'annulation ou de résolution de concordat obtenu par le failli ou prononçant la réhabilitation du failli ou autorisant ou révoquant un sursis de paiement;

4° Les jugements et arrêts d'homologation, d'annulation ou de résolution du concordat préventif de la faillite.

5° *Les jugements et arrêts portant rectification, soit de l'identité du commerçant, soit de la désignation de la raison sociale ou de la dénomination de la société, soit de toute autre mention figurant au registre du commerce.*

ART. 5.

Tout changement se rapportant aux faits dont les articles précédents prescrivent la déclaration, tout transport, cession ou cessation de l'établissement doivent être déclarés par l'intéressé ou ses ayants droit.

Les déclarations modificatives doivent être faites dans les deux mois du changement qui les motive.

En cas de transfert ou de cessation de commerce par suite de décès, les héritiers sont tenus d'en faire la déclaration dans les deux mois du décès.

Mention de la déclaration est faite en marge de l'immatriculation primitive.

ART. 5bis.

Les commerçants et les sociétés de commerce ayant en Belgique un établissement, une succursale ou une agence quelconque, ne pourront se prévaloir des modifications

2° Het vonnis of arrest waarbij echtscheiding, scheiding van tafel en bed en van goederen of scheiding van goederen van den koopman wordt uitgesproken;

3° Het vonnis of arrest tot faillietverklaring, tot homologatie, tot nietigverklaring of tot ontbinding van het akkoord door den gefailleerde bekomen of waarbij de rehabilitatie van den gefailleerde wordt toegestaan of waarbij surséance van betaling wordt verleend of ingetrokken;

4° Het vonnis of arrest tot homologatie, tot nietigverklaring of tot ontbinding van het akkoord tot voorkoming van faillissement;

5° *De vonnissen en arresten tot wijziging, hetzij van de identiteit van den koopman, hetzij van den handelsnaam of van de benaming van de vennootschap, hetzij van elke andere vermelding die in het handelsregister voorkomt.*

ART. 5.

Iedere wijziging die betrekking heeft op de feiten waarvan de opgave bij de voorgaande artikelen is voorgeschreven, iedere overdracht, afstand of opheffing van de handelszaak dienen door den belanghebbende of zijne rechthebbenden opgegeven.

De opgaven tot wijziging moeten gedaan worden binnen twee maanden na de verandering die er aanleiding toe geeft.

In geval van overdracht of opheffing van de handelszaak ten gevolge van overlijden, zijn de erfgenamen gehouden de opgave te doen binnen twee maand na het overlijden.

Melding van de opgave wordt gemaakt op den kant van de eerste inschrijving.

ART. 5bis.

De kooplieden en de handelsvennootschappen die in België een zaak, een filiaal of welkdanig bijkantoor hebben, kunnen zich niet op de in artikel 5 bedoelde wijzi-

visées à l'article 5 à l'égard des tiers qui auront traité avant que ces modifications aient été déclarées au registre du commerce; mais le défaut de déclaration ne pourra être opposé aux tiers par les dits commerçants ou sociétés de commerce.

ART. 6.

Lorsqu'un commerçant ou une société commerciale a, en Belgique, plus d'un établissement, succursale ou agence, la mention de l'immatriculation est requise dans le ressort où sont situés les établissements secondaires, succursales ou agences.

A cet effet, le commerçant ou la société produira, au greffe compétent, un certificat constatant son immatriculation au registre du commerce du ressort où il a fait sa déclaration.

Il en sera de même en ce qui concerne les décisions judiciaires visées à l'article 4 et les mentions modificatives reprises à l'article 5.

ART. 7.

Le référendaire ou greffier est tenu de procéder à l'inscription des déclarations déposées et de restituer aux intéressés un exemplaire de la déclaration revêtu de son visa, et portant le numéro de l'immatriculation.

Le référendaire ou greffier ne peut refuser d'opérer les inscriptions requises que dans le cas où les déclarations faites par les requérants ne contiennent pas toutes les mentions prescrites par la loi.

Toutefois, les tiers peuvent obtenir le redressement ou la suppression de toute mention inexacte qui leur cause injustement un préjudice. L'action en rectification est portée devant le tribunal de commerce du lieu de l'immatriculation principale.

gingen beroepen tegenover derden, die gehandeld hebben voordat die wijzigingen in het handelsregister opgegeven zijn geworden; maar het ontbreken van de opgave kan door bedoelde kooplieden of handelsvennootschappen tegen derden niet aangevoerd worden.

ART. 6.

Wanneer een koopman of eene handelsvennootschap in België meer dan een zaak, een filiaal of een bijkantoor heeft, wordt de vermelding der inschrijving vereischt in het gebied waar de bijhuizen, filialen of bijhuizen gevestigd zijn.

Daartoe dient de koopman of de vennootschap ter griffie van de bevoegde rechtbank een bewijsschrift over te leggen, waaruit blijkt dat hij is ingeschreven in het handelsregister van het gebied waar hij zijne opgave gedaan heeft.

Evenzoo wat betreft de gerechtelijke beslissingen bedoeld bij artikel 4 en de vermeldingen tot wijziging bedoeld bij artikel 5.

ART. 7.

De referendaris of griffier is er toe gehouden de gedeponeerde opgave in te schrijven en aan de belanghebbenden een door hem geviséerd exemplaar van de opgave terug te geven, waarop tevens het nummer van de inschrijving wordt vermeld.

De referendaris of griffier mag niet weigeren de verzochte inschrijvingen te doen, tenzij de door de verzoekers gedane opgaven niet al de bij de wet voorgeschreven vermeldingen bevatten.

Derden kunnen echter de terechtwijziging of de weglating bekomen van elke onjuiste vermelding die hun onrechtvaardig schade berokkent. De vordering tot terechtwijziging wordt aangebracht bij de rechtbank van koophandel ter plaatse van de voornaamste inschrijving.

ART. 8.

Toute personne peut se faire délivrer à ses frais, par le référendaire ou le greffier, des extraits du registre du commerce.

Ces extraits ne feront pas mention des décisions judiciaires relatives :

- a) A la faillite, en cas de réhabilitation;
- b) Au concordat préventif de la faillite ou au sursis de paiement, si les décisions ont reçu leur exécution;
- c) A l'interdiction ou la nomination d'un conseil judiciaire lorsqu'il y a eu mainlevée.

ART. 9.

Sont exempts des droits de timbre et de greffe et dispensés de la formalité de l'enregistrement, les déclarations, extraits et visas prévus aux articles 2, 3, 5, 6 et 7 de la présente loi.

Il est établi un droit de greffe de 20 francs, à l'exclusion de tout droit d'enregistrement, pour les inscriptions au registre du commerce; ce droit de greffe est réduit à 10 francs pour les inscriptions modificatives prévues à l'article 5.

Les inscriptions requises d'office par application de l'article 5 sont exemptées du paiement du droit.

Les inscriptions requises après l'expiration des délais prévus aux articles 1^{er} et 5 donnent lieu à la perception d'une amende portée au quadruple du droit prévu, outre celle du droit de greffe.

ART. 10.

Tous les actes, factures, lettres, notes de commande et autres pièces analogues de nature commerciale émanés de commerçants et de sociétés de commerce,

ART. 8.

Eenieder kan zich, op zijne kosten, uittreksels uit het handelsregister doen verstrekken door den referendaris of den griffier.

In deze uittreksels worden niet vermeld de gerechtelijke beslissingen betreffende :

- a) Het faillissement, in geval van rehabilitatie;
- b) Het akkoord tot voorkoming van het faillissement, of de surséance van betaling, indien de beslissingen uitgevoerd werden;
- c) Het stellen onder curateele of, wanneer deze maatregelen opgeheven werden, het benoemen van een gerechtelijken raadsman.

ART. 9.

Worden vrijgesteld van zegel- en griffierechten en ontslagen van de formaliteit van registratie, de bij artikelen 2, 3, 5, 6 en 7 van deze wet voorziene opgaven, uittreksels en visa.

Een griffierecht ten bedrage van 20 frank, met uitsluiting van elk registratierecht, is gesteld op de inschrijvingen in het handelsregister. Dit griffierecht wordt op 10 frank teruggebracht voor de bij artikel 5 voorziene inschrijvingen tot wijziging van gedane opgaven.

De bij toepassing van artikel 5 van ambtswege verzochte inschrijvingen zijn van de betaling van het recht vrijgesteld.

Dit recht wordt, behalve het griffierecht, tot het viervoud opgevoerd als de inschrijvingen na het verstrijken van de bij de artikelen 1 en 5 voorziene termijnen verzocht worden.

ART. 10.

Op al de akten, fakturen, brieven, bestelbiljetten en andere soortgelijke stukken van commerciëlen aard uitgaande van kooplieden en van handelsvennoot-

porteront les mots écrits en toutes lettres « Registre du Commerce » ou « Handelsregister », suivis de l'indication du siège du tribunal où l'immatriculation principale a été faite et du numéro de l'immatriculation.

Tout ajournement signifié à la requête d'un commerçant ou d'une société de commerce, lorsque l'action trouve sa cause dans un acte de commerce, fera mention du numéro sous lequel le requérant est inscrit au registre du commerce.

ART. 11.

Les commerçants et les personnes qui participent à la gestion d'une société de commerce ayant son principal établissement en Belgique, ne jouissent du droit de vote pour la formation des tribunaux de commerce que s'ils sont inscrits au registre du commerce et se sont conformés aux articles 5, 6 et 10 de la présente loi.

ART. 12.

Les formes des déclarations du registre du commerce et des extraits du registre du commerce, seront déterminées par arrêté royal.

ART. 12bis.

Il est ajouté à l'article 18 du Code de commerce le texte suivant qui en formera le quatrième alinéa :

« Les juges des tribunaux de commerce et les bourgmestres ou échevins ne peuvent procéder au visa des livres de commerçants, lorsque ceux-ci ne sont pas immatriculés au registre du commerce. »

Disposition transitoire.

ART. 12ter.

Les déclarations relatives tant aux immatriculations qu'aux modifications, qui seront reçues dans le délai de trois mois, à dater de la mise en vigueur de la présente loi, ne donneront pas lieu à l'application de l'article 9 ci-dessus.

schappen dienen voluit de woorden « Handelsregister » of « Registre du Commerce » te worden vermeld, gevolgd van de aanduiding van den zetel van de rechtbank waar de hoofdschrijving gedaan is geworden en van het nummer van de inschrijving.

Elke dagvaarding, op verzoek van een koopman of van een handelsvennootschap beteekend, wanneer de vordering haar grond vindt in een handelsverrichting, vermeldt het nummer waaronder de verzoeker in het handelsregister ingeschreven staat:

ART. 11.

De kooplieden en de personen die mede het beheer hebben over eene handelsvennootschap waarvan de hoofdonderneming in België gevestigd is, zijn slechts stemgerechtigd voor de samenstelling van de rechtbanken van koophandel indien zij in het handelsregister ingeschreven zijn en zich naar de artikelen 5, 6 en 10 van deze wet hebben gedragen.

ART. 12.

De modellen van de opgaven van het handelsregister en van de uittreksels uit het handelsregister zullen bij Koninklijk besluit vastgesteld worden.

ART. 12bis.

Aan artikel 18 van het Wetboek van koophandel wordt als vierde lid, de volgende tekst toegevoegd :

« De rechters in de rechtbanken van koophandel en de burgemeesters of schepenen mogen de koopmansboeken niet voor gezien teekenen, wanneer deze niet in het handelsregister ingeschreven zijn. »

Overgangsbepaling.

ART. 12ter.

De opgaven betreffende én de inschrijvingen én de wijzigingen, afgenomen binnen drie maanden na het in werking treden van deze wet, geven geen aanleiding tot de toepassing van het bovenstaand artikel 9.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 22 JANVIER 1929

Verslag uit naam der Commissie voor de Justitie, belast met het onderzoek van het Wetsontwerp tot wijziging der wet van 30 Mei 1924 houdende instelling van het « Handelsregister ». (Tekst door de Kamer der Volksvertegenwoordigers geamendeerd.)

(Zie de n^{rs} 85, 134, 144, 152, 158 (zitting 1927-1928), 44 (zitting 1928-1929) en de Handelingen van den Senaat, vergaderingen van 20, 26 Juni en 10 Juli 1928; de n^{rs} 268, 291 (zitting 1927-1928) en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 5 September, 20 en 21 December 1928.)

Aanwezig : de heeren BRAUN, voorzitter-verslaggever; DE CLERCQ, DE LEY, DE PIERPONT SURMONT DE VOLSBERGHE, DISIÈRE, DU BOST, LECLERCQ, LIGY en VAN FLETEREN.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp tot wijziging van de wet van 30 Mei 1924 tot instelling van het Handelsregister werd op 10 Juli 1928 door den Senaat goedgekeurd. Thans werd het ons terug overgemaakt na door de Kamer des Volksvertegenwoordigers te zijn geamendeerd :

1^o Artikel 14, waarbij gedurende twee jaar aan den Koning het recht wordt toegekend den duur van de loopende mandaten van de rechters in de rechtbanken van koophandel te verlengen, werd uitgeschakeld en maakt het voorwerp uit van een afzonderlijk ontwerp dat door de Kamer werd goedgekeurd op 6 September 1928 en door den Senaat op den 12ⁿ derzelfde maand;

2^o In het slotartikel van het ontwerp werd het cijfer 7 vervangen door 9.

Het eerste amendement is het noodzakelijk gevolg van de splitsing waartoe werd overgegaan; het tweede heeft ten doel eene louter stoffelijke vergissing goed te maken.

Buiten deze twee amendementen had de Commissie voor de Justitie en de wetgeving in burgerlijke en strafzaken van de Kamer der Volksvertegenwoordigers er nog een derde voorgesteld waarvan men zich kan rekenschap geven mits beide onderstaande teksten te vergelijken :

Tekst van het Wetsontwerp
(art. 12).

Is niet ontvankelijk, om het even welke hoofdeisch, eisch in reconventie of in tusschenkomst, ingesteld door een koopman of door

Tekst door de Commissie voor de Justitie
van de Kamer voorgesteld.

Is niet ontvankelijk, wanneer hij zijn grond vindt in een handelsverrichting, om het even welke hoofdeisch, ingesteld door een koopman

een handelsvennootschap, die in België een zaak, een filiaal of welkdanig bijkantoor heeft, en die de inschrijving in het handelsregister niet verzocht heeft, wanneer de vordering haar grond vindt in een handelsverrichting. *De niet-ontvankelijkheid wordt door den rechter uitgesproken, ook al werd het middel niet tegen-
geworpen; de grond van niet-ontvankelijkheid kan weggenomen worden door de inschrijving zelfs tijdens het geding.*

of door een handelsvennootschap, die in België een zaak, een filiaal of welkdanig bijkantoor heeft, en die de inschrijving in het handelsregister niet verzocht heeft.

De grond van niet-ontvankelijkheid kan weggenomen worden door de inschrijving, in elken stand der zaak.

Men ziet dus eerst dat zoo de Commissie van Justitie van de Kamer, erin toestemde niet-ontvankelijk te verklaren elken *hoofdeisch* door een koopman of door een niet ingeschreven vennootschap ingesteld, zij daarentegen weigerde dezelfde sanctie toe te passen op den eisch in reconventie of in tusschenkomst. « Het zou overigens bespottelijk zijn aan te nemen, beweerde zij, dat eene vennootschap of eene particulier, gedagvaard door een derde die hun dus door dit feit de hoedanigheid van koopman toekent, niet in het zelfde geding tegen den eischer die hem dagvaardt, een tegeneisch zou mogen instellen. »

Doch het komt er niet op aan te weten of de verweerder al of niet de hoedanigheid van koopman bezit, maar wel of hij zich in regel heeft gesteld met de wet die hem voorschrijft zich in het handelsregister te doen inschrijven. Met welk recht zou de verweerder aan den algemeenen regel ontsnappen? Ware het niet tamelijk... ongerijmd den eerste te straffen en den tweede vrij te pleiten? Beiden verdienen dezelfde straf op te loopen, in het belang van een degelijke rechtbedeeling en met het oog op een volledige rendeeing van de wet.

Ook werd van het amendement afgezien.

Ten tweede stelde de Commissie voor de Justitie van de Kamer voor een gansche zinsnede te doen wegvallen uit artikel 12 en wettigde haar amendement in dezer voege :

« De Commissie voor de Justitie heeft de bepaling niet kunnen aannemen krachtens dewelke de niet-ontvankelijk-

heid van ambtswege moet uitgesproken worden door de rechtbank, zelfs wanneer het middel niet aangevoerd werd door de verwerende partij. In de Memorie van Toelichting, wordt uitdrukkelijk gezegd dat artikel 12 overgenomen was uit artikel 11 der wet op de vennootschappen... Welnu, artikel 12 bevat bepalingen die geenszins dezelfde zijn als die van artikel 11 der wet op de vennootschappen. Het voert nieuwe schikkingen in : 1^o het legt aan de rechtbank de verplichting op, van rechtswege, de niet-ontvankelijkheid uit te spreken; 2^o het laat toe de exceptie tegen te werpen in iederen stand der zaak... Wanneer de heer Braun zich beroept op de bepaling van artikel 11 der wet op de vennootschappen, zou hij logischerwijze de sancties van dit artikel moeten behouden. Welnu, het is wel zeker dat : 1^o de rechter niet het recht heeft van ambtswege de niet-ontvankelijkheid tegen te werpen; 2^o deze moet voorgesteld worden *in limine litis*... Is het het stelsel der wet op de vennootschappen dat men wil toepassen, dan moet men het nemen zooals het is. »

Gewis, de niet-ontvankelijkheid, ingevoerd bij artikel 11 der wet op de vennootschappen, kan door de rechtbanken niet van ambtswege worden tegengeworpen; zij betreft niet de openbare orde; zij is gedekt door het verweer over den grond der zaak. Dit alles blijkt uit de gestadige leer en rechtspraak. Is het echter waar dat, om zich te hebben laten leiden door het stelsel der wet op de vennootschappen, de wetgever verplicht is het te nemen *zooals het is*? Staat het hem niet vrij, waar het geldt een straf te stellen op

de verplichting voor de handelaars zich te doen inschrijven in het handelsregister, het stelsel leniger te maken en het te regelen door geschikte modaliteiten? Kunnen de voorziene strafbepalingen niet met elkaar strooken zonder daarom dezelfde te zijn? Op voorwaarde, dit spreekt vanzelf, dat de analogie en het verschil duidelijk genoeg wezen om geen verwarring te stichten. Men ziet door den tekst van artikel 12 dat dit wel het geval is. Trouwens de Memorie van Toelichting van het ontwerp zou allen twijfel wegnemen, moest er nog twijfel bestaan.

« De handelaars, zoo wordt daarin gezegd, die zich niet naar de wet zullen hebben gedragen, zullen niet van hun rechten ontzet zijn; de uitoefening van die rechten zal slechts tijdelijk geschorst zijn: opdat zij weer tot de gerechtszaal worden toegelaten, zal het volstaan dat zij zich gedragen naar de voorschriften van een wet die gemakkelijk en zonder veel kosten in acht te nemen is. »

Waarom is artikel 12 van het wets-ontwerp op enkele punten afgeweken van artikel 11 der wet op de vennootschappen? Om de strafbepalingen meer kracht bij te zetten en om dichter komen te staan bij de vreemde wetten, onder meer bij de Fransche wetten van 18 Maart 1819, 1 Juni 1923, 17 Maart 1924, die onbetwistbaar publiekrechtelijke wetten zijn, omdat zij met strafsancties dreigen. De indieners van het ontwerp hebben hetzelfde willen doen met aan de rechters der handelsrechtbanken te verbieden de koopmansboeken voor gezien te teekenen, zoolang deze niet in het handelsregister ingeschreven zijn, met aan de in gebreke gebleven handelaars het recht te ontzeggen deel te nemen aan de verkiezingen voor de handelsrechtbank, en meer uitdrukkelijk nog, met te bepalen dat de niet-ontvankelijkheid door de rechtbank wordt uitgesproken en met zulks tot uitdrukkelijke verplichting te maken.

Ten derde stelde de Commissie der Kamer voor te zeggen: « De grond van niet-ontvankelijkheid kan weggenomen wor-

den door de inschrijving, in *elken stand der zaak* ».

Artikel 12 zegt hetzelfde met andere woorden: « *zelfs hangende het geding* ».

De Commissie voegt zelfs erbij dat deze woorden voor doel hebben aan te geven dat de grond van niet-ontvankelijkheid kan weggenomen worden voor het Hof van Beroep en voor het Hof van Cassatie.

Doch zoo men in het stelsel van het ontwerp begrijpt dat de grond van niet-ontvankelijkheid kan weggenomen worden door de inschrijving om 't even wanneer tijdens de rechtspleging, zoo mag men zich echter afvragen welke beteekenis dezelfde vrijheid heeft in den tekst van de Kamer, volgens welke de grond van niet-ontvankelijkheid *in limine litis* moet worden tegengesteld. Waarom voorzien dat hij kan weggenomen worden voor het Hof van Beroep en het Hof van Cassatie en wel op een oogenblik dat hij niet meer kan tegengesteld worden!

De voorafgaande beschouwingen zullen zich ten slotte hebben opgedrongen aan den helderen geest van den geachten heer Sinzot, verslaggever van de Commissie van Justitie bij de Kamer. In den beginne gekant tegen het opstel van artikel 12 zooals het door den Senaat was gestemd, is hij, volgens de *Parlementaire Handelingen*, na een onderhoud met den geachten Minister van Justitie, op zijn eerste meening teruggekomen, die in zijn verslag was uitgedrukt. Deze kentering, samen met de verklaringen van den Minister van Justitie in de vergadering van 20 December jl., zal gewis indruk gemaakt hebben op de Kamer, die zonder verdere opmerking eenparig het ontwerp ongewijzigd in zijn geheel heeft aangenomen.

Met het op zijn beurt aan te nemen, zal de Senaat bepaald het nieuwe stelsel bekrachtigen, dat geroepen is volle uitwerking te verzekeren aan de invoering van het Handelsregister in ons land.

De Voorzitter-Verslaggever,
ALEXANDER BRAUN.

(ANNEXE)

Registre du Commerce.**Loi du 30 mai 1924, avec les modifications
proposées (1).****ARTICLE PREMIER.**

Il est tenu au greffe de chaque tribunal de commerce ou du tribunal civil exerçant la juridiction commerciale, un « Registre du Commerce ».

Dans ce registre sont immatriculés tous les commerçants, particuliers ou sociétés, qu'ils soient Belges ou étrangers, dès qu'ils ont en Belgique un établissement, une succursale ou une agence quelconque. Y sont portées toutes les mentions dont la déclaration est prescrite par la loi.

L'immatriculation doit être requise dans les deux mois de l'ouverture des établissements, succursales ou agences.

ART. 1bis.

Sera non recevable, lorsqu'elle trouve sa cause dans un acte de commerce, toute action principale, reconventionnelle ou en intervention intentée par un commerçant ou par une société de commerce qui, ayant en Belgique un établissement, une succursale ou une agence quelconque, n'a pas requis son immatriculation au registre du commerce. La non-recevabilité sera déclarée par le tribunal, encore que le moyen n'ait pas été opposé; la fin de non-recevoir pourra être couverte par l'immatriculation opérée, même en cours d'instance.

(1) Les modifications proposées sont imprimées en caractères italiques.

(BIJLAGE)

Handelsregister.**Wet van 30 Mei 1924 met de voorgestelde
wijzigingen (1).****EERSTE ARTIKEL.**

Ter griffie van elke rechtbank van koophandel of van elke burgerlijke rechtbank met rechtsmacht in handelszaken wordt een « Handelsregister » gehouden.

In dit register wordt ieder Belgische of buitenlandsche koopman, persoon of vennootschap, ingeschreven, zoodra hij in België eene handelszaak, een filiaal of welkdanig bijkantoor heeft. Daarin worden opgenomen al de gegevens waarvan de opgave bij de wet is voorgeschreven.

De inschrijving in het handelsregister moet verzocht worden binnen twee maanden na de opening der handelszaken, filialen of bijkantoren.

ART. 1bis.

Is niet ontvankelijk, wanneer hij zijn grond vindt in een handelsverrichting, om het even welke hoofdeisch, eisch in reconventie of in tusschenkomst, ingesteld door een koopman of door een handelsvennootschap, die in België een zaak, een filiaal of welkdanig bijkantoor heeft, en die de inschrijving in het handelsregister niet heeft verzocht. De niet-ontvankelijkheid wordt door den rechter uitgesproken, ook al werd het middel niet tegengeworpen; de grond van niet-ontvankelijkheid kan weggenomen worden door de inschrijving, zelfs hangende het geding.

(1) De voorgestelde wijzigingen zijn cursief gedrukt.

ART. 2.

Pour requérir son immatriculation au registre du commerce, le commerçant doit déposer, *soit en personne, soit par mandataire*, au greffe du tribunal dans le ressort duquel est situé son établissement, une déclaration en double exemplaire, datée et signée, indiquant :

1° Ses nom, prénoms et domicile;

2° Le lieu et la date de sa naissance;

3° Sa nationalité d'origine et, le cas échéant, la nationalité qu'il a acquise;

4° L'appellation sous laquelle il exerce le commerce et la date à laquelle il a commencé ses opérations commerciales en Belgique;

5° La nature de son industrie ou de son commerce;

6° L'adresse de son établissement principal, et éventuellement, de ses succursales ou agences en Belgique et à l'étranger;

7° Son régime matrimonial;

8° La date de l'autorisation de faire le commerce, s'il s'agit d'une femme mariée ou d'un mineur.

ART. 3.

L'immatriculation des sociétés de commerce doit être requise par les personnes chargées de leur administration ou de leur gestion. Les requérants déposent, *soit en personne, soit par mandataire*, au greffe du tribunal dans le ressort duquel est situé l'établissement de la société, une déclaration en double exemplaire datée et signée d'eux et mentionnant :

1° Les nom et prénoms, date et lieu

ART. 2.

De koopman die verzoekt in het handelsregister ingeschreven te worden, behoort daartoe, *hetzij persoonlijk, hetzij door een gevolmachtigde*, op de griffie der rechtbank in welker gebied zijne zaak is gevestigd, over te leggen eene in duplo opgemaakte, van datum en handteekening voorziene opgave met de volgende vermeldingen :

1° Zijn naam, voornamen en woonplaats;

2° De plaats en de dagteekening zijner geboorte;

3° Zijne nationaliteit van herkomst en, eventueel, de door hem verkregen nationaliteit;

4° De handelsnaam, waaronder hij zijne zaak drijft en de datum waarop hij zijne handelszaken in België begonnen is;

5° De aard van zijn bedrijf of van zijn handel;

6° Het adres waar de hoofdzaak en, eventueel, zijne filialen of bijkantoren in België en in het buitenland gevestigd zijn;

7° De huwelijksche voorwaarden;

8° De dagteekening van de machtiging om handel te drijven, indien het eene gehuwde vrouw of een minderjarige geldt.

ART. 3.

De inschrijving van de handelsvennootschappen moet worden verzocht door de met hun bestuur of beheer belaste personen. De verzoekers deponeren, *hetzij persoonlijk, hetzij door een gevolmachtigde*, ter griffie van de rechtbank in welker gebied de handelszaak van de vennootschap gevestigd is, eene in duplo opgemaakte door hen gedateerde en ondertekende opgave met de volgende vermeldingen :

1° De naam, voornamen, de plaats en

de naissance, nationalité d'origine et, éventuellement, nationalité acquise :

a) *De l'administrateur, directeur ou gérant, chargé de la gestion journalière des sociétés anonymes, des sociétés en commandite par actions, des sociétés coopératives et des unions du crédit;*

b) Des associés en nom collectif et des associés commandités;

2° La raison sociale ou la dénomination de la société, son siège et la date à laquelle a commencé ses opérations en Belgique;

3° L'objet de la société;

4° L'adresse de l'établissement principal et des succursales ou agences en Belgique et à l'étranger;

5° Les nom et prénoms des personnes autorisées à administrer, gérer ou signer pour la société, avec l'indication de la date et du lieu de leur naissance ainsi que de leur nationalité d'origine et, s'il y a lieu, de la nationalité qu'elles ont acquise;

6° La date et le numéro du *Moniteur belge* dans les annexes duquel les actes intéressant la société ont été publiés.

ART. 4.

Sont aussi mentionnés au registre dans le mois de leur date, et à la suite de l'immatriculation, à la diligence du référendaire ou greffier du tribunal, ou de la Cour, qui les ont rendus :

1° Les jugements et arrêts portant l'interdiction ou la mise sous conseil judiciaire du commerçant, ou prononçant la mainlevée de ces mesures;

dagteekening der geboorte, de nationaliteit van herkomst en, eventueel, de verkregen nationaliteit :

a) *Van den beheerder, bestuurder of zaakvoerder belast met het dagelijksch beheer van de naamloze vennootschappen, de commanditaire vennootschappen op aandelen, de cooperatieve vereenigingen en de credietvereenigingen.*

b) Van de vennoten onder gemeenschappelijken naam en van de vennoten bij wijze van geldschieting;

2° De handelsnaam of de benaming van de vennootschap, de plaats van vestiging en het tijdstip waarop zij hare handelsverrichtingen in België aangevangen heeft;

3° Het doel van de vennootschap;

4° Het adres waar de hoofdzaak benevens de filialen of bijkantoren in België of in het buitenland gevestigd zijn;

5° De namen en voornamen van de personen die gemachtigd zijn namens de vennootschap te besturen, te beheeren of te teekenen, met opgave van dag en plaats hunner geboorte, alsook van hunne nationaliteit van herkomst en, eventueel, van de door hen verkregen nationaliteit;

6° De dagteekening en het nummer van het *Staatsblad* in welks bijlagen de op de vennootschap betrekking hebbende akten werden openbaar gemaakt.

ART. 4.

Ten verzoeken van den referendaris of van den griffier van de rechtbank of het Hof, waardoor de vonnissen of arresten gewezen zijn, worden eveneens binnen eene maand na dezer dagteekening, en achter aan de inschrijving, vermeld :

1° Het vonnis of het arrest waarbij de koopman onder curatele wordt gesteld, voor hem een gerechtelijke raadsman wordt benoemd of opheffing dezer maatregelen wordt uitgesproken;

2° Les jugements ou arrêts prononçant le divorce, la séparation de corps et de biens ou la séparation de biens du commerçant;

3° Les jugements ou arrêts déclaratifs de faillite, d'homologation, d'annulation ou de résolution de concordat obtenu par le failli ou prononçant la réhabilitation du failli ou autorisant ou révoquant un sursis de paiement;

4° Les jugements et arrêts d'homologation, d'annulation ou de résolution du concordat préventif de la faillite.

5° *Les jugements et arrêts portant rectification, soit de l'identité du commerçant, soit de la désignation de la raison sociale ou de la dénomination de la société, soit de toute autre mention figurant au registre du commerce.*

ART. 5.

Tout changement se rapportant aux faits dont les articles précédents prescrivent la déclaration, tout transport, cession ou cessation de l'établissement doivent être déclarés par l'intéressé ou ses ayants droit.

Les déclarations modificatives doivent être faites dans les deux mois du changement qui les motive.

En cas de transfert ou de cessation de commerce par suite de décès, les héritiers sont tenus d'en faire la déclaration dans les deux mois du décès.

Mention de la déclaration est faite en marge de l'immatriculation primitive.

ART. 5bis.

Les commerçants et les sociétés de commerce ayant en Belgique un établissement, une succursale ou une agence quelconque, ne pourront se prévaloir des modifications

2° Het vonnis of arrest waarbij echtscheiding, scheiding van tafel en bed en van goederen of scheiding van goederen van den koopman wordt uitgesproken;

3° Het vonnis of arrest tot faillietverklaring, tot homologatie, tot nietigverklaring of tot ontbinding van het akkoord door den gefailleerde bekomen of waarbij de rehabilitatie van den gefailleerde wordt toegestaan of waarbij surséance van betaling wordt verleend of ingetrokken;

4° Het vonnis of arrest tot homologatie, tot nietigverklaring of tot ontbinding van het akkoord tot voorkoming van faillissement;

5° *De vonnissen en arresten tot wijziging, hetzij van de identiteit van den koopman, hetzij van den handelsnaam of van de benaming van de vennootschap, hetzij van elke andere vermelding die in het handelsregister voorkomt.*

ART. 5.

Iedere wijziging die betrekking heeft op de feiten waarvan de opgave bij de voorgaande artikelen is voorgeschreven, iedere overdracht, afstand of opheffing van de handelszaak dienen door den belanghebbende of zijne rechthebbenden opgegeven.

De opgaven tot wijziging moeten gedaan worden binnen twee maanden na de verandering die er aanleiding toe geeft.

In geval van overdracht of opheffing van de handelszaak ten gevolge van overlijden, zijn de erfgenamen gehouden de opgave te doen binnen twee maanden na het overlijden.

Melding van de opgave wordt gemaakt op den kant van de eerste inschrijving.

ART. 5bis.

De kooplieden en de handelsvennootschappen die in België een zaak, een filiaal of welkdanig bijkantoor hebben, kunnen zich niet op de in artikel 5 bedoelde wijzi-

visées à l'article 5 à l'égard des tiers qui auront traité avant que ces modifications aient été déclarées au registre du commerce; mais le défaut de déclaration ne pourra être opposé aux tiers par les dits commerçants ou sociétés de commerce.

ART. 6.

Lorsqu'un commerçant ou une société commerciale a, en Belgique, plus d'un établissement, succursale ou agence, la mention de l'immatriculation est requise dans le ressort où sont situés les établissements secondaires, succursales ou agences.

A cet effet, le commerçant ou la société produira, au greffe compétent, un certificat constatant son immatriculation au registre du commerce du ressort où il a fait sa déclaration.

Il en sera de même en ce qui concerne les décisions judiciaires visées à l'article 4 et les mentions modificatives reprises à l'article 5.

ART. 7.

Le référendaire ou greffier est tenu de procéder à l'inscription des déclarations déposées et de restituer aux intéressés un exemplaire de la déclaration revêtu de son visa, et portant le numéro de l'immatriculation.

Le référendaire ou greffier ne peut refuser d'opérer les inscriptions requises que dans le cas où les déclarations faites par les requérants ne contiennent pas toutes les mentions prescrites par la loi.

Toutefois, les tiers peuvent obtenir le redressement ou la suppression de toute mention inexacte qui leur cause injustement un préjudice. L'action en rectification est portée devant le tribunal de commerce du lieu de l'immatriculation principale.

gingen beroepen tegenover derden, die gehandeld hebben voordat die wijzigingen in het handelsregister opgegeven zijn geworden; maar het ontbreken van de opgave kan door bedoelde kooplieden of handelsvennootschappen tegen derden niet aangevoerd worden.

ART. 6.

Wanneer een koopman of eene handelsvennootschap in België meer dan een zaak, een filiaal of een bijkantoor heeft, wordt de vermelding der inschrijving vereischt in het gebied waar de bijhuizen, filialen of bijhuizen gevestigd zijn.

Daartoe dient de koopman of de vennootschap ter griffie van de bevoegde rechtbank een bewijschrift over te leggen, waaruit blijkt dat hij is ingeschreven in het handelsregister van het gebied waar hij zijne opgave gedaan heeft.

Evenzoo wat betreft de gerechtelijke beslissingen bedceld bij artikel 4 en de vermeldingen tot wijziging bedoeld bij artikel 5.

ART. 7.

De referendaris of griffier is er toe gehouden de gedeponeerde opgave in te schrijven en aan de belanghebbenden een door hem gevisceerd exemplaar van de opgave terug te geven, waarop tevens het nummer van de inschrijving wordt vermeld.

De referendaris of griffier mag niet weigeren de verzochte inschrijvingen te doen, tenzij de door de verzoekers gedane opgaven niet al de bij de wet voorgeschreven vermeldingen bevatten.

Derden kunnen echter de terechtwijziging of de weglating bekomen van elke onjuiste vermelding die hun onrechtvaardig schade berokkent. De vordering tot terechtwijziging wordt aangebracht bij de rechtbank van koophandel ter plaatse van de voornaamste inschrijving.

ART. 8.

Toute personne peut se faire délivrer à ses frais, par le référendaire ou le greffier, des extraits du registre du commerce.

Ces extraits ne feront pas mention des décisions judiciaires relatives :

a) A la faillite, en cas de réhabilitation;

b) Au concordat préventif de la faillite ou au sursis de paiement, si les décisions ont reçu leur exécution;

c) A l'interdiction ou la nomination d'un conseil judiciaire lorsqu'il y a eu mainlevée.

ART. 9.

Sont exempts des droits de timbre et de greffe et dispensés de la formalité de l'enregistrement, les déclarations, extraits et visas prévus aux articles 2, 3, 5, 6 et 7 de la présente loi.

Il est établi un droit de greffe de 20 francs, à l'exclusion de tout droit d'enregistrement, pour les inscriptions au registre du commerce; ce droit de greffe est réduit à 10 francs pour les inscriptions modificatives prévues à l'article 5.

Les inscriptions requises d'office par application de l'article 5 sont exemptées du paiement du droit.

Les inscriptions requises après l'expiration des délais prévus aux articles 1^{er} et 5 donnent lieu à la perception d'une amende portée au quadruple du droit prévu, outre celle du droit de greffe.

ART. 10.

Tous les actes, factures, lettres, notes de commande et autres pièces analogues de nature commerciale émanés de commerçants et de sociétés de commerce,

ART. 8.

Eenieder kan zich, op zijne kosten, uittreksels uit het handelsregister doen verstrekken door den referendaris of den griffier.

In deze uittreksels worden niet vermeld de gerechtelijke beslissingen betreffende :

a) Het faillissement, in geval van rehabilitatie;

b) Het akkoord tot voorkoming van het faillissement, of de surséance van betaling, indien de beslissingen uitgevoerd werden;

c) Het stellen onder curateele of, wanneer deze maatregelen opgeheven werden, het benoemen van een gerechtelijken raadsman.

ART. 9.

Worden vrijgesteld van zegel- en griffierechten en ontslagen van de formaliteit van registratie, de bij artikelen 2, 3, 5, 6 en 7 van deze wet voorziene opgaven, uittreksels en visa.

Een griffierecht ten bedrage van 20 frank, met uitsluiting van elk registratierecht, is gesteld op de inschrijvingen in het handelsregister. Dit griffierecht wordt op 10 frank teruggebracht voor de bij artikel 5 voorziene inschrijvingen tot wijziging van gedane opgaven.

De bij toepassing van artikel 5 van ambtswege verzochte inschrijvingen zijn van de betaling van het recht vrijgesteld.

Dit recht wordt, behalve het griffierecht, tot het viervoud opgevoerd als de inschrijvingen na het verstrijken van de bij de artikelen 1 en 5 voorziene termijnen verzocht worden.

ART. 10.

Op al de akten, fakturen, brieven, bestelbiljetten en andere soortgelijke stukken van commerciële aard uitgaande van kooplieden en van handelsvennoot-

porteront les mots écrits en toutes lettres « Registre du Commerce » ou « Handelsregister », suivis de l'indication du siège du tribunal où l'immatriculation principale a été faite et du numéro de l'immatriculation.

Tout ajournement signifié à la requête d'un commerçant ou d'une société de commerce, lorsque l'action trouve sa cause dans un acte de commerce, fera mention du numéro sous lequel le requérant est inscrit au registre du commerce.

ART. 11.

Les commerçants et les personnes qui participent à la gestion d'une société de commerce ayant son principal établissement en Belgique, ne jouissent du droit de vote pour la formation des tribunaux de commerce que s'ils sont inscrits au registre du commerce et se sont conformés aux articles 5, 6 et 10 de la présente loi.

ART. 12.

Les formes des déclarations du registre du commerce et des extraits du registre du commerce, seront déterminées par arrêté royal.

ART. 12bis.

Il est ajouté à l'article 18 du Code de commerce le texte suivant qui en formera le quatrième alinéa :

« Les juges des tribunaux de commerce et les bourgmestres ou échevins ne peuvent procéder au visa des livres de commerçants, lorsque ceux-ci ne sont pas immatriculés au registre du commerce. »

Disposition transitoire.

ART. 12ter.

Les déclarations relatives tant aux immatriculations qu'aux modifications, qui seront reçues dans le délai de trois mois, à dater de la mise en vigueur de la présente loi, ne donneront pas lieu à l'application de l'article 9 ci-dessus.

schappen dienen voluit de woorden « Handelsregister » of « Registre du Commerce » te worden vermeld, gevolgd van de aanduiding van den zetel van de rechtbank waar de hoofdinschrijving gedaan is geworden en van het nummer van de inschrijving.

Elke dagvaarding, op verzoek van een koopman of van een handelsvennootschap beteekend, wanneer de vordering haar grond vindt in een handelsverrichting, vermeldt het nummer waaronder de verzoeker in het handelsregister ingeschreven staat.

ART. 11.

De kooplieden en de personen die mede het beheer hebben over eene handelsvennootschap waarvan de hoofdonderneming in België gevestigd is, zijn slechts stemgerechtigd voor de samenstelling van de rechtbanken van koophandel indien zij in het handelsregister ingeschreven zijn en zich naar de artikelen 5, 6 en 10 van deze wet hebben gedragen.

ART. 12.

De modellen van de opgaven van het handelsregister en van de uittreksels uit het handelsregister zullen bij Koninklijk besluit vastgesteld worden.

ART. 12bis.

Aan artikel 18 van het Wetboek van koophandel wordt als vierde lid, de volgende tekst toegevoegd :

« De rechters in de rechtbanken van koophandel en de burgemeesters of schepenen mogen de koopmansboeken niet voor gezien teekenen, wanneer deze niet in het handelsregister ingeschreven zijn. »

Overgangsbepaling.

ART. 12ter.

De opgaven betreffende én de inschrijvingen én de wijzigingen, afgenomen binnen drie maanden na het in werking treden van deze wet, geven geen aanleiding tot de toepassing van het bovenstaand artikel 9.